

Histoire de la JICA

1954

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger
Avril 1954	Création de l'Association Japon-Asie
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale
Août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Décembre 1974	Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles
Avril 1978	Révision de la loi portant création de la JICA (ajout de la promotion des dons)
Octobre 1983	Création de l'Institut de coopération internationale
Avril 1986	Création des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR)

Juillet 1990	25 ^e anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.
Janvier 1991	Publication des <i>Lignes directrices sur l'évaluation</i>
Septembre 1992	Publication des <i>Lignes directrices relatives aux considérations environnementales dans les projets d'infrastructure</i>
Décembre 1992	Publication du <i>Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement</i>
Mai 1994	Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.
Août 1995	Publication du <i>Rapport d'évaluation</i>
Juin 2000	Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.
Décembre 2001	Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure relative aux changements de statuts de la JICA appelée à devenir une institution administrative indépendante.
Juin 2002	Création du Comité consultatif sur l'évaluation

Ancien Fonds de coopération économique outre-mer et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique outre-mer (OECF)
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.
Mars 1961	L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles marque le début des opérations.
Mars 1966	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF
Mai 1968	Révision de la loi sur l'OECF (ajout des prêts en marchandises)
Mars 1980	Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement
Avril 1987	Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)
Avril 1988	Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)
Novembre 1989	Publication des <i>Lignes directrices de l'OECF sur l'environnement</i>
Mai 1991	Publication de la <i>Politique de l'OECF pour la prise en compte des femmes dans le développement</i>
Avril 1992	Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)

Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
Avril 1996	Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)
Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Septembre 1999	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale. Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)
Décembre 1999	Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique à l'étranger (1 ^{er} octobre 1999 – 31 mars 2002)
Avril 2001	Lancement de l'évaluation de projets ex ante pour les opérations de prêts d'APD
Septembre 2001	Publication des états financiers et de la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus)
Octobre 2001	Émission des premières obligations d'agences fédérales dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)

Octobre 2002	Lancement d'un système de diffusion de l'information
Novembre 2002	La JICA est certifiée ISO 14001
Décembre 2002	Promulgation de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA.
Septembre 2003	La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.
Octobre 2003	D'un organisme public spécial, la JICA devient une institution administrative indépendante. Publication des premiers <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 ^{er} octobre 2003 – 31 mars 2007)
Avril 2004	Publication des <i>Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Avril 2006	Ouverture de la JICA Global Plaza à Hiroo, Tokyo
Avril 2007	Publication des seconds <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 ^{er} avril 2007 – 31 mars 2012)
Avril 2007	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de la JICA pour les peuples du monde »
Juin 2007	Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

Décembre 2001	Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales
Avril 2002	Publication des <i>Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales</i> Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique Publication de la <i>Stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 ^{er} avril 2002 – 31 mars 2005)
Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes
Mars 2005	Publication de la <i>Stratégie opérationnelle à moyen terme fondée sur la mesure des performances pour une gestion stratégique</i> (applicable à dater du 1 ^{er} avril 2005)
Avril 2005	Publication de la <i>Nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 ^{er} avril 2005 – 31 mars 2008)
Mai 2005	Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.
Juin 2006	Promulgation de la loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace
Mars 2008	La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique à l'étranger (1 ^{er} avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

La nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une révision partielle de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA.
Octobre 2008	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (division chargée des opérations économiques à l'étranger au sein de cette même banque) et une partie de la gestion des dons assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de fournir directement les dons liés à sa politique diplomatique.
Octobre 2008	Modification des seconds objectifs à moyen terme.
Avril 2010	Publication des <i>Nouvelles Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i> .